

Allemagne : où en est la gauche radicale ?

jeudi 26 juillet 2012, par [VANDEVOORDE Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2012).

Sommaire

- [Une conflictualité cloisonnée](#)
- [La crise dans Die Linke, \(...\)](#)
- [Derrière les problèmes de](#)
- [Un nouveau départ est-il \(...\)](#)

La suffisance de la chancelière allemande, Angela Merkel, exprime bien la confiance en eux-mêmes des possédants. La Bundeswehr, l'armée de l'impérialisme allemand, se dispose pour intervenir en tout point du globe. En dix ans, les revenus annuels des plus riches ont augmenté de 50 %. Et, malgré quelques scandales retentissants, les pôles de résistance restent bien circonscrits (mouvement antinucléaire, refus de la nouvelle gare à Stuttgart, actions contre les néo-nazis, « Blockupy » à Francfort) ; rien ne semble vraiment à même de perturber le jeu de la cogestion syndicale et de l'alternance des partis traditionnels à la gestion des affaires gouvernementales.

Le 12 juillet, l'ancien président CDU du Land de Bade-Wurtemberg faisait l'objet d'une poursuite pour entente illicite lors de la vente de la société régionale d'électricité au groupe français EDF.

Cinq mois plus tôt, le Président de la République, Christian Wulff, était contraint de démissionner à la suite d'un scandale financier : choisi pour cette charge honorifique par les députés du Bundestag parmi des personnalités prétendument exemplaires, cet honorable personnage âgé de 52 ans, qui devrait quand même se retrouver bientôt devant les tribunaux, a exigé de percevoir la retraite de 199 000 € annuels à laquelle il a droit à vie, pour 20 mois d'exercice, alors que l'âge de la retraite a été repoussé à 67 ans et que des millions de personnes survivent avec Hartz IV ou des salaires de misère...

Deux exemples parmi d'autres de ce qui entretient dans la société un sentiment diffus de défiance et d'insatisfaction, voire de colère, à l'égard des « politiciens », qui rend vraisemblable une défaite de la coalition CDU/CSU et des libéraux du FDP en septembre 2013... et un retour aux affaires des sociaux-libéraux du SPD et de leur satellite Die Grünen (Les Verts).

Une conflictualité cloisonnée

Les 17, 18 et 19 mai, Francfort, siège de la Banque Centrale Européenne, a connu trois jours de tentatives d'occupation et de blocages diversifiés qui ont réussi à bloquer le quartier des banques, tandis que 5 000 policiers étaient en action au prétexte d'assurer la sécurité des biens et des personnes ; « *La manifestation du samedi, finalement autorisée, a rassemblé près de 25.000 personnes venues d'Allemagne, d'Italie et de France. Les délégations internationales et les réseaux altermondialistes ouvraient la marche, suivies de la gauche allemande dominée par Die Linke, et enfin d'un dernier pôle, bien plus jeune, et bien plus combatif. Ici, défilaient en rangs serrés près de 10 000 jeunes, allemands et italiens pour l'essentiel, issus des réseaux de la gauche radicale, des mouvements Indignés et Occupy (...). Impressionnants de détermination, entonnant des slogans anti-capitalistes et antifascistes, ils ont su démontrer la force du collectif face à l'omniprésence de la*

police. Bien plus que par leur nombre, c'est la jeunesse et la conscience résolument anticapitaliste de cette partie du cortège qui en a fait le pôle le plus emblématique de la manifestation » [4], les dirigeants actuels du comité d'entreprise et de l'IG Metall ont pour l'instant choisi de tenter de tirer leur épingle du jeu mettant en avant les qualités du site, sa capacité à développer un nouveau modèle, sa forte capacité de production et le coût de la fermeture (un milliard d'euros).

C'est que la position favorable du capital allemand dans le jeu de la concurrence internationale permet des concessions aux travailleurs. Les syndicats viennent d'obtenir des hausses de salaires que le ministre des finances Schäuble lui-même avait appelées de ses vœux [5], le chômage recule, le mouvement des chômeurs a disparu de la scène... La très puissante bureaucratie syndicale n'a pas à se plaindre de Merkel, elle peut se contenter des grandes manœuvres traditionnelles lors des négociations annuelles et obtenir des résultats « présentables ».

La crise dans Die Linke, manifestation de la fin d'un cycle

Les Grünen (Verts) avaient pris naissance et s'étaient développés électoralement à la suite des mobilisations antinucléaires et pacifistes des années 1980 (avant de se faire intégrer dans un temps record). Die Linke avait capté la colère et la révolte suscitées par la brutalité des mesures antisociales de l'Agenda 2010 imposé par un gouvernement SPD-Verts, qui s'étaient exprimées entre autres dans les « manifestations du lundi » de 2003-2004, obtenant, en 2009, 76 sièges au Bundestag (sur 622), puis en 2010 encore 5,6 % et 11 député-e-s en Rhénanie du nord Westphalie, le Land le plus peuplé. L'ancrage et l'implantation dans les Länder de l'ouest semblaient bien engagés.

Mais sur fond d'atonie sociale, alors que Die Linke n'a pas pu ou su se construire comme « le parti de ceux d'en bas » et apparaître comme tel à une échelle de masse, ce cycle semble maintenant clos.

Les deux dernières défaites électorales ont ramené le parti très loin en arrière [6]. Le retour en grâce du SPD et des Verts, l'émergence du parti Pirate qui capte une contestation floue [7], ont précipité une crise qui s'est exprimée à plein lors du congrès national de Göttingen des 2 et 3 juin, cinq ans après la création du parti.

Alors que les sondages ne lui accordent guère plus de la moitié de ses 11,9 % des législatives de 2009 (le seuil qualificatif est à 5 %), les débats ont été d'une rare violence. Ils se sont focalisés autour de la nécessité de renouveler un binôme de direction au bilan unanimement reconnu comme très insatisfaisant [8]. Oskar Lafontaine, porteur — surtout à l'ouest — de l'espoir de renouer avec les succès initiaux, était prêt à revenir, deux ans après sa démission pour raisons de santé, s'il n'y avait pas de candidat contre lui. Mais les « barons de l'est » ont maintenu la candidature de Dietmar Bartsch, apparatchick et député fédéral, un « pragmatique » partisan des accords de gouvernement avec le SPD, avec lequel les tensions sont anciennes.

L'événement, ce fut la rupture fracassante entre les deux hommes qui ont porté le succès de Die Linke : Oskar Lafontaine, ancien président du Land de Sarre, président du SPD de 1990 à 1995, brièvement ministre des Finances de Schröder puis démissionnaire du SPD en 2005, et Gregor Gysi, président du PDS à sa fondation en 1990 (Parti du socialisme démocratique, successeur du parti-État SED de RDA), président du groupe au Bundestag. Ce dernier a violemment mis en cause les représentants de l'Ouest : « *Je ne peux pas accepter toute cette arrogance à l'égard des Orientaux. Cela me rappelle l'arrogance de l'Ouest à l'égard de l'Est lors de la réunification. Pourquoi ne pouvez-vous reconnaître que nous sommes une force politique majeure à l'Est et seulement un petit parti à l'Ouest ?* » [9]. Klaus Ernst, co-président sortant, parlait lui à la tribune de « signes de désintégration », ajoutant malgré tout : « *L'avenir de notre parti n'est ni seulement à l'Ouest, ni seulement à l'Est. L'avenir de notre parti est dans l'union* ». De nombreux commentateurs

évoquaient le risque d'une scission.

Alors que l'élection de Katja Kipping, de Dresde (issue du courant « émancipateur », satellite des « pragmatiques ») était acquise [10], l'opposition à Barsch a finalement présenté une candidature inattendue qui l'a emporté par 297 voix contre 251, celle de Bernd Riexinger, 56 ans, inconnu du grand public mais figure respectée de la gauche syndicale [11], responsable de Ver.di à Stuttgart, du parti pour le Bade-Wurtemberg, engagé aussi dans le mouvement Stuttgart 21 (refus de la gigagare).

Derrière les problèmes de personnes, une crise d'orientation

Les « pragmatiques » n'ont finalement pas pu profiter de la situation autant qu'ils l'auraient voulu [12]. L'orientation du parti reste ouverte. Mais il ne faut pas sous-estimer le fait qu'en vertu des règles en vigueur, les membres orientaux sont pour le moment encore sous-représentés. Le poids réel des divers « partisans de l'adaptation » tels que le Forum du Socialisme Démocratique (FDS), les élus municipaux, les maires, les « Fraktionen » (groupe des élu-e-s, qui bénéficient de droits non négligeables) dans les communes, les « Kreise » (départements/arrondissements), les régions, leurs collaborateurs rétribués (à tous les niveaux), l'appareil des permanents, tout cela a pris encore plus de poids depuis la défaite électorale en Rhénanie du nord-Westphalie. Ce tournant a d'ailleurs été suivi d'un basculement lors du congrès de la fédération régionale, fin juin, avec une perte de la majorité pour la gauche radicale. Dans la résolution adoptée, les passages qui traçaient une claire délimitation avec les partis institutionnels et les références à l'anticapitalisme ont été supprimés, de même que la critique explicite des directions syndicales ; il est aussi écrit que l'on peut trouver au SPD et chez les Verts des partenaires pour une coalition. Mais parallèlement, tant au plan fédéral que dans la plupart des Länder, il n'y a pas d'espace pour une alliance gouvernementale avec le SPD qui n'a pas besoin de s'encombrer d'un partenaire toujours présenté comme « extrémiste » tant qu'il n'y est pas contraint par l'arithmétique électorale.

Un nouveau départ est-il possible ?

Sans mouvement de protestation un peu important de ceux d'en bas, sans expériences d'auto-organisation qui échappent au contrôle des appareils, sans luttes de classes de plus forte intensité, il n'y aura pas de changements significatifs dans les rapports de forces. A supposer qu'elle en ait la volonté, Die Linke n'a pas la capacité de prendre l'initiative de tels mouvements (et malheureusement les courants politiques à sa gauche encore moins). Les courants de gauche du parti, en particulier l'Antikapitalistische Linke (AKL) [13], s'efforcent d'amener le parti à faire de cet objectif sa priorité. Ils s'appuient pour cela sur le nouveau programme, dans lequel il est explicitement spécifié que Die Linke veut dépasser le capitalisme. Il s'agit donc pour eux de faire la démonstration que le succès des luttes quotidiennes, à petite comme à grande échelle, nécessite des réponses solidaires et le dépassement de cette société de classes. Cette question du lien concret entre les perspectives stratégiques et les combats de résistance de tous les jours (par exemple pour le « droit à la ville », contre les loyers exorbitants et le manque de logements, contre les restrictions budgétaires et leurs conséquences sur les services publics...) agit toujours comme un révélateur. On le vérifiera encore dans les débats autour de la préparation des élections au Bundestag de 2013.

De là découle la nécessité de transformer un parti dont les structures de base ne s'activent trop souvent que lors des campagnes électorales en une organisation dont les membres soient des acteurs dont la parole compte, implantée sur les lieux de travail, d'étude et d'habitation, et qui fasse la preuve de son utilité indépendamment des préoccupations électorales. De ce point de vue, il faut

bien reconnaître qu'il y a aussi à apprendre des traditions et de l'implantation des structures de l'est. A l'inverse, on ne peut convaincre à l'est que si l'on est capable de remporter des succès, aussi modestes soient-ils. Force est de reconnaître qu'une des expériences les plus avancées, celle de Rhénanie du nord-Westphalie, ne l'a pas permis [14]. Mais encore une fois, la situation est encore ouverte. A Die Linke de démontrer au cours de cette année électorale qu'il peut être le parti utile qui aide à organiser les résistances.

Les révolutionnaires allemands ont fait des choix de construction bien différents : la plupart se retrouvent dans Die Linke, en général sans illusions, mais au risque de se laisser prendre par la réunionite interne et les travers de ce parti antilibéral réformiste. Une minorité de petits groupes a opté pour le chemin ingrat de la lente implantation dans les entreprises et les mouvements sociaux, au risque de faire une priorité de l'auto-préservation [15].

La conviction partagée que le chemin du dépassement de la situation actuelle pourrait bien se révéler riche en surprises nécessite de favoriser toutes les opportunités de dialogue, de confrontation, de réflexion et d'actions en commun. L'objectif, quels que soient les choix conjoncturels, c'est la formation d'un pôle anticapitaliste significatif et visible, présent à l'intérieur comme à l'extérieur de Die Linke.

Pierre Vandevoorde

P.-S.

* Article paru dans Inprecor n° 585/586 d'août-septembre 2012. <http://orta.dynalias.org/inprecor/>

* Pierre Vandevoorde, enseignant, est militant de la Commission internationale du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et de la IV^e Internationale.

Notes

[1] Voir sur ESSF (article 25934), Ambre Bragard, "[Francfort, si j'avais su, j'y serais allé !](#)".

[2] Sozialistische Zeitung : <http://www.sozone.de/2012/07/aus-bei-schlecker/>

[3] Ce qui était proposé par Die Linke, voir article précédemment cité.

[4] Voir sur ESSF (article 25935), B. B. Herbst, "[Allemagne : une forme de lutte particulière à Opel Bochum](#)".

[5] L'accord signé fin mai dans la chimie pour les 19 mois à venir prévoit 4,5% d'augmentation, avec une possibilité accrue de négocier entreprise par entreprise.

[6] Voir Manuel Kellner, ESSF (article 25842), « [Allemagne : Die Linke en crise et les défaites électorales dans l'ouest](#) » et Bertod du Ryon, ESSF (article 25335), « [Élections en Allemagne. Die Linke recule](#) ».

[7] insi les Pirates sont à la fois pour la gratuité des transports publics et pour la « règle d'or »,

donc pour les restrictions budgétaires.

[8] L'objectif étant de choisir à la fois un homme et une femme, l'un-e originaire de l'est, l'autre de l'ouest.

[9] L'Humanité du 1^{er} juin 2012

[10] Députée au Bundestag, 34 ans, elle est à la fois une « pragmatique » qui œuvre au rapprochement avec SPD et Verts, tout en jouant un rôle moteur dans l'animation de différentes mobilisations, de Blockupy récemment aux blocages et manifestations organisés chaque année dans sa ville de Dresde contre le rassemblement national des néo-nazis. Elle est pro-sioniste au nom de la lutte contre l'antisémitisme. Les campagnes BDS et contre le blocus de Gaza se heurtent à la « mauvaise conscience » allemande sur laquelle joue l'État sioniste. Elles ont été dénoncées par la direction de Die Linke. En 2009 à Duisburg, un syndicaliste combatif, président du groupe des conseillers municipaux de Die Linke et candidat au poste de maire, Hermann Dierkes, avait déclaré qu'une des façons dont les Palestiniens pourraient être aidés serait de soutenir l'appel du Forum social mondial au boycott des marchandises israéliennes. Une campagne d'opinion hystérique et l'absence de soutien de la direction du parti l'ont contraint au retrait de sa candidature.

[11] Voir notamment sur ESSF ses interview (anciens) [Allemagne : « Préparer progressivement la grève générale »](#) (article 25936) et [Le Wasg : « Devenir un véritable parti »](#) (article 555).

[12] Cette partie s'appuie sur un texte non publié de Manuel Kellner.

[13] Ce regroupement, à l'animation duquel participent des militants reconnus de longue date pour leur rôle dans les mouvements sociaux (dont des camarades de l'isl), vient de se constituer en courant formalisé, avec les droits qui y sont attachés, ce qu'il avait refusé de faire jusqu'alors pour tenter d'éviter de figer les débats et de favoriser des regroupements ponctuels. Il vient d'être quitté par la « Kommunistische Plattform » de Sarah Wagenknecht, nouvelle « co-porte-parole » du parti, et rejoint par le SAV (section allemande du Comité pour une Internationale ouvrière, CIO/CWI). Il vient de perdre la majorité à la direction de l'organisation régionale de Rhénanie du nord-Westphalie. Les différents regroupements, en particulier ceux de l'aile gauche, sont bien décrits dans : « La crise de la représentation de classe et Die Linke » par Oliver Nachtwey, revue Contretemps n° 2 : <http://www.contretemps.eu/node/56>

[14] Un bilan précis dans Manuel Kellner, ESSF (article 25334), « [Allemagne : Une élection régionale cruciale pour Die Linke en Rhénanie du Nord-Westphalie](#) » et ESSF (article 25842), « [Allemagne : Die Linke en crise et les défaites électorales dans l'ouest](#) »

[15] Cela correspond aux politiques respectives des deux fractions publiques de la IV^e Internationale en RFA (l'internationale sozialistische linke, isl, Gauche socialiste internationale, et le Revolutionär Sozialistischer Bund, RSB, Ligue socialiste révolutionnaire). Pour en savoir plus sur leurs orientations, se reporter au dossier sur l'Allemagne de « Tout est à nous », revue mensuelle du NPA dans son numéro de décembre 2011 que l'on trouve sous le mot clef « Allemagne » sur ESSF : [Négativité et utopie du mouvement altermondialiste](#).